

OPERATION :

REAMENAGEMENT LOCAUX DU SIEGE UGECAM RA

41 Chemin Ferrand

69370 Saint Didier Au Mont d'Or



MAITRE D'OUVRAGE :

UGECAM RHONE-ALPES

41 Chemin Ferrand

669370 Saint Didier Au Mont d'Or

C.C.T.P. LOT N°08 – SONORISATION & VISIOCONFERENCE

DCE N°08

DECEMBRE 2025

Architecte :

Economiste :

BE Fluides :

Table des matières

1.	GENERALITES	3
1.1.	OBJET DES TRAVAUX – SITUATION	3
1.2.	BUT DU PRESENT FASCICULE	3
1.3.	DOCUMENTS DE BASE	3
1.4.	LISTE DES LOTS.....	4
1.5.	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE.....	4
1.6.	BUREAU DE CONTROLE.....	4
1.7.	HYGIENE ET SECURITE.....	4
1.8.	COORDINATION INTER-ENTREPRISES	4
1.9.	QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES.....	4
1.10.	COORDINATION INTER-ENTREPRISES	5
1.11.	CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.12.	MARQUES, ECHANTILLONS ET PROTOTYPES.....	5
1.13.	ENGINS DE CHANTIER - LEVAGE - TRANSPORT.....	6
1.14.	MESURES DE PROTECTION DES OUVRAGES.....	6
1.15.	RESERVATIONS - TROUS - SCELLEMENTS	6
1.16.	NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX.....	6
1.17.	DECOMPOSITION DE PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE.....	6
1.18.	COMPTE PRORATA.....	7
2.	DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	7
2.1.	IMPORTANT - PRECAUTIONS SPECIFIQUES LIEES AU SITE OCCUPE	7
2.2.	REMARQUE SUR LE PHASAGE DES TRAVAUX.....	8
2.3.	PRESTATIONS.....	9
2.3.1.	Sonorisation & Vidéo SdR Modulable.....	9

1. GENERALITES

1.1. OBJET DES TRAVAUX – SITUATION

L'objet du présent document consiste à fixer les Prescriptions Techniques Communes à tous les lots, relatives à l'exécution des travaux **de réaménagement des locaux du Siège de l'UGECAM Rhône Alpes, situé :**

41 Chemin Ferrand
69370 St Didier Au Mont d'Or

Pour le compte de :

UGECAM Rhône Alpes
41 Chemin Ferrand
69370 St Didier Au Mont d'Or

1.2. BUT DU PRESENT FASCICULE

Le présent document a pour but de définir l'essentiel des obligations qui incombent aux Entreprises, tant dans le domaine du respect des réglementations que dans celui des rapports avec le Maître d'Ouvrage et entre elles.

Il précise que le dossier de consultation est un dossier directeur, définissant le résultat à obtenir, les Entreprises ayant à charge la totalité des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir : plans de chantier détaillés, notes de calculs de toutes natures, compris sujétions découlant de l'imbrication des différents lots -coordination interne et pilotage de tous les intervenants pour éviter toute omission, etc.

Toutes les solutions proposées pour aboutir au parfait achèvement seront à soumettre à la Maîtrise d'Ouvrage, ainsi qu'au Bureau de Contrôle, pour accords, et ceci à l'initiative de l'Entreprise.

Il est formellement précisé à ce sujet que le présent fascicule doit être considéré comme partie intégrante de chacun des descriptifs tous corps d'état constituant l'ensemble du C.C.T.P. et qu'à ce titre il est réputé connu de chaque Entrepreneur.

En outre, la notion d'approbation des plans de chantier est définie comme suit : tout plan de chantier proposé est réputé établi en conformité absolue avec les éléments du dossier de consultation. Toute modification (dimensions, positions, nature de matériau, etc.) doit impérativement être définie de façon à attirer l'attention de la Maîtrise d'Ouvrage sur le point particulier. Il ne saurait être admis qu'un accord de principe de la Maîtrise d'Ouvrage puisse entériner une modification non explicitement visée.

1.3. DOCUMENTS DE BASE

Les documents ayant servi à l'établissement des devis descriptifs et quantitatifs, sont les suivants :

- Plans des locaux existants
 - o Plan RdJ
 - o Plan RdC
 - o Plan R+1
- Plans projet
 - o Plan RdJ
 - o Plan RdC
 - o Plan R+1
- Plans de détail
 - o Plans Electricité
 - o Plans Mobilier
 - o Plans CVC

1.4. LISTE DES LOTS

- Lot N°01 – Cloison / Plâtrerie / Peinture
- Lot N°02 – Sol PVC / Faïence
- Lot N°03 – Menuiserie Bois
- Lot N°04 – Mobilier
- Lot N°05 – Menuiserie PVC & Alu
- Lot N°06 – Métallerie
- Lot N°07 – Electricité CFO & CFa
- Lot N°08 – Sonorisation & Visio
- Lot N°09 – Velux Désenfumage

1.5. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

L'Entrepreneur titulaire du présent Lot sera seul responsable de l'exécution et de la bonne tenue de ses ouvrages.

Les travaux seront réalisés suivant les D.T.U., Normes Françaises et Règles en vigueur à la date de la signature du marché.

L'Entrepreneur est seul juge des moyens et du matériel à mettre en œuvre pour la bonne exécution de ses ouvrages.

L'Entrepreneur reconnaît s'être rendu compte, sur le site, de tous les travaux à réaliser, de leur importance et de leur nature, il reconnaît en outre avoir suppléé par ses propres connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être omis dans le présent document.

L'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune majoration ou indemnité pour sujétions particulières concernant les difficultés d'accès, de circulation, d'approvisionnements, de stockage, l'insuffisance de sondage...

1.6. BUREAU DE CONTROLE

Les Entreprises devront être conformes en tout point avec le Rapport Initial de Contrôle Technique qui sera joint à la présente consultation.

1.7. HYGIENE ET SECURITE

L'Entreprise devra se conformer en tous points aux règles d'hygiène et de sécurité

L'Entreprise devra assurer les aménagements nécessaires au respect des règles de sécurité et d'hygiènes de son personnel travaillant sur le site pendant toute la durée du chantier.

L'Entreprise devra également prendre en charge toutes les précautions utiles afin d'assurer la sécurité sur les voies d'accès au chantier, de même que pour toutes signalisations et éclairages nécessaires.

1.8. COORDINATION INTER-ENTREPRISES

L'entrepreneur devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état.

Il devra prévoir dans son étude, toutes les sujétions d'exécution entraînées, en cours de réalisation, par l'incorporation des éléments des différents corps d'états, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

Il s'engage à fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning.

1.9. QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Il devra également remettre les attestations d'assurance RC et Décennale (originales ou certifiées conforme), en cours de validité au démarrage du chantier et à chaque changement d'année (avec justification des paiements de primes)

1.10. COORDINATION INTER-ENTREPRISES

L'Entrepreneur devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état.

Il devra prévoir dans son étude, toutes les sujétions d'exécution entraînées, en cours de réalisation, par l'incorporation des éléments des différents corps d'états, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

Il s'engage à fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning.

1.11. CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé avoir, préalablement à son étude de prix :

- Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités.
- Pris une parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communications et de transports, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques).

L'Entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre ensuite à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

1.12. MARQUES, ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

Les marques et références des produits, matériaux, appareils ou équipements figurant dans les descriptifs devront impérativement être respectées dans la proposition de l'Entrepreneur, ou au minimum avoir une « parfaite équivalence technique ».

Cependant, dans la mesure où ces marques et références sont suivies de l'une des mentions : "ou similaire" ou "ou équivalent", les soumissionnaires pourront proposer un autre matériel de leur choix, auquel cas ils devront annexer à leur soumission la documentation du matériel proposé, avec caractéristiques de qualité, de dimensions et de mise en œuvre.

Afin de permettre au Maître d'Ouvrage de s'assurer, d'une part de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part de la qualité des ouvrages, l'Entrepreneur sera tenu de présenter tous les échantillons de toute nature et tous les prototypes jugés nécessaires sans limitation numérique ou dimensionnelle.

Ces échantillons seront présentés dans les délais prescrits, dans leur forme d'utilisation, et ce dans le cadre des délais d'approvisionnement en rapport avec ceux du planning contractuel des travaux.

La Maîtrise d'Ouvrage est seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'Entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par l'accord écrit de la Maîtrise d'Ouvrage.

Avant mise en œuvre, l'Entrepreneur devra, pour chaque matériau, donner à la Maîtrise d'Ouvrage, la notice du fournisseur authentifiée par celui-ci.

1.13. ENGINS DE CHANTIER - LEVAGE - TRANSPORT

L'utilisation d'engins de chantier, de levage ou autre devra se faire en respectant de façon absolue la sécurité des personnes travaillant sur le site et sur le chantier.

De plus, l'utilisation des engins ci-dessus devra se faire par des conducteurs d'engins ayant leur CASES et une autorisation de conduite.

Cette utilisation ne devra causer aucune dégradation au Bâtiment existant.

1.14. MESURES DE PROTECTION DES OUVRAGES

Les Entrepreneurs de tous corps d'état assureront pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, la protection efficace de tous les travaux et matériels exécutés ou posés par leur soin.

Cette protection est à prévoir principalement contre les altérations des parements (notamment pour les parties chromées ou aluminium qui seront recouvertes sur toutes leurs faces d'un enduit ou d'une pellicule de protection jusqu'à la réception provisoire), le maintien en bon état de fonctionnement, la protection des arêtes et de tout ouvrage ou matériel fragile.

Les Entrepreneurs seront responsables et auront donc à leur charge et à leurs frais tous travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires à la suite de dépréciations provenant d'une absence ou d'une insuffisance des mesures de protection.

Pendant toute la période d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage pourra faire prélever des échantillons à des fins d'expertise. Au cas où les ouvrages déjà exécutés s'avèreraient de qualité inférieure aux prescriptions du marché, l'ensemble serait refusé, compris ceux déjà exécutés.

1.15. RESERVATIONS - TROUS - SCHELLEMENTS

Les réservations, trous et scellements sont à la charge de chacun des Lots intéressés. Ils seront exécutés exclusivement au ciment et de telle façon que la cavité ménagée à cet effet soit entièrement garnie à refus.

1.16. NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX

Chaque Entreprise doit le nettoyage du chantier et l'évacuation immédiate de ses gravois, sans aucun stockage sur place.

Les litiges sont courants au sujet des nettoyages des chantiers.

Le présent article est destiné à rappeler les obligations des diverses Entreprises telles qu'elles figurent par ailleurs dans chaque descriptif.

- A) Les Locaux doivent être livrés dans un état de propreté parfaite et les nettoyages incombent aux Entreprises. Ce principe absolu permet au Maître d'Ouvrage, s'il n'est pas respecté, de faire intervenir une Entreprise spécialisée aux frais exclusifs de l'Entreprise défaillante.
- B) Chaque Lot doit, en fin de ses propres interventions, effectuer les nettoyages de ses ouvrages et de ceux qu'il aura salis.
Toutefois, les interventions de finitions interviennent souvent juste avant les visites de réception et sont cause de nombreux litiges.
C'est pourquoi, il devra être soumis au point, entre les Entreprises, une convention de nettoyage de livraison.

1.17. DECOMPOSITION DE PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le soumissionnaire présente obligatoirement ses prix sur le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les colonnes "quantité, prix unitaires, prix totaux", doivent être remplies sans omission.

Le soumissionnaire effectuera les différents totaux de prix comme indiqué dans la récapitulation prévue en fin de Lot.

REMARQUES :

- Les prix comprennent toutes les prestations et sujétions indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières et autres pièces du marché,
- Tous les prix comprennent la fourniture et la pose, avec tous les accessoires sauf exceptions précisées dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.18. COMPTE PRORATA

Il n'est pas prévu de compte prorata. Chaque Entreprise devra prévoir la prise en charge des frais liés à ses interventions (nettoyages, évacuation déchets, base vie, ...)

Les fluides électriques, eau sont mis à disposition par le Maître d'Ouvrage suivant les installations existantes.

En cas de non-respect par les entreprises du maintien du site en bonne état, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer les missions nécessaires et de les imputer aux entreprises défaillantes.

2. DESCRIPTION DES OUVRAGES

2.1. IMPORTANT - PRECAUTIONS SPECIFIQUES LIEES AU SITE OCCUPE

Les travaux du présent Lot se feront dans un Bâtiment existant en site occupé.

Une partie des travaux se déroulent à proximité direct d'un bassin de balnéothérapie. Un soin particulier sera apporté pour empêcher tout impact sur l'activité et la propreté de ces zones (bâchage, protections anti-poussières, nettoyage, travail en horaires décalés.

Toutes les précautions nécessaires devront être prises afin de sécuriser les différentes zones de Chantier.

Les accès et horaires d'intervention seront celles d'ouverture des locaux.

Le personnel intervenant sur site devra préalablement être déclaré nominativement et un justificatif d'identité sera demandé pour avoir l'autorisation d'accéder au site.

Des circulations d'accès aux zones de travail seront définies. Toute déambulations en dehors de ces circulations pourra entraîner l'exclusion du personnel concerné sans que cela puisse être un justificatif de l'entreprise pour un quelconque retard sur le planning de réalisation des travaux.

Le site est un établissement Sanitaire. Il accueille des personnes polyhandicapées pour lesquelles les risques infectieux sont importants.

Le risque infectieux lié aux travaux :

Dispersion d'un champignon filamenteux qui se trouve dans les faux-plafonds, murs...que l'on appelle l'Aspergillus. Il peut provoquer des problèmes pulmonaires très graves, pneumopathie et voire le décès du patient.

Dans le cas présent, les travaux sont potentiellement sources de pollution de l'environnement par empoussièrisme susceptible de disséminer des spores de champignons filamenteux (Aspergillus ou autres) ...

Les entreprises doivent donc prendre en compte, dans le cadre de leurs interventions, ce contexte de travaux à proximité de personnes très sensibles.

Le risque aspergillaire est un risque non négligeable qui nécessite de mettre en œuvre un plan d'action de mesures préventives lourdes ainsi qu'un suivi rapproché de toutes les personnes à risques.

Mesures de prévention permettant d'éviter le largage des spores, à prévoir par l'entreprise titulaire du présent lot, lorsque ses travaux le nécessitent :

- « Ériger, entre la zone en activité (les services hospitaliers) et celle en travaux, des barrières rigides et étanches ou des écrans anti-poussières ».

- « Minimiser la remise en suspension des poussières dans la zone en travaux en assurant un environnement humide de la zone de travaux » :
- « Évacuer quotidiennement les déchets dans des conteneurs fermés, des goulottes fermées, des bennes bâchées, des camions bâchés » :
 - La collecte des déchets susceptibles de produire des poussières sera faite en conteneurs fermés qui seront évacués dès qu'ils auront été remplis,
 - Aucun déchet de chantier ne sera laissé à même le sol.

2.2. REMARQUE SUR LE PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux décrits ci-dessus comporteront 7 Phases, suivant Principe de Phasage établi par le Maître d'Ouvrage :

- 1^{ère} phase :
 - Création de la SdR Modulable (SdR1 & SdR2) dans la zone balnéo au RdC du bâtiment.
- 2^{ème} phase :
 - Création de bureaux (CP3 & CP4) dans l'ancienne salle du conseil au niveau R+1 du bâtiment.
- 3^{ème} phase :
 - Création d'une salle de réunion et deux salles visio sur la mezzanine au R+2 du bâtiment.
- 4^{ème} phase :
 - Aménagement du bureau CDG+TIM au RdC du bâtiment.
- Phasage « Libre » :
 - Quelques travaux sont indiqués en phasage « Libre » car pourront être réalisés indifféremment sur l'une des 4 phases sous validation préalable du Maître d'Ouvrage pour permettre la gestion des accès et Co activité avec le site occupé.

2.3. PRESTATIONS

2.3.1. Sonorisation & Vidéo SdR Modulable

Réalisation du système de sonorisation de la salle de réunion Modulable du RdC. La salle Modulable sera utilisée pour des réunions avec projection et des visioconférences. Deux configurations seront possibles :

- Format A : Une seule grande salle de réunion de 30 places assises ou séminaire debout 50 pers
- Format B : Deux salles de réunion de 15 places assises

Prestations à prévoir :

- **Format A :**
 - o Visioconférence :
 - 1 Ecran télé 80" pour projection principal sur mur
 - 2 Ecrans télé 50" sur bras articulés, pour projection secondaire sur les murs à gauche et droite de la salle à mi-distance
 - Système caméra adaptatif pour zoom automatique sur les personnes qui parlent
 - Connexion à l'écran pour projection documents via un système CLICKSHARE type Barco
 - Système audio via :
 - Micro incorporés au faux plafond
 - Enceinte incorporés au faux plafond
 - o Réunion des Conseillés :
 - Micro individuels sans fils pour 25 personnes à poser sur table
 - Système de recharge des micros
 - Matériel de gestion du système
 - Raccordement au système audio des enceintes incorporées au faux plafond
- **Format B :**
 - o Chacune des deux salles devra pouvoir fonctionner de manière indépendante et en simultanée y compris en configuration double Visio conférence indépendantes :
 - **SdR2 :**
 - Utilisation de l'écran TV 80" pour les projections
 - Utilisation du Système caméra adaptatif pour zoom automatique sur les personnes qui parlent durant les Visio
 - Utilisation du système de connexion à l'écran pour projection documents via un système CLICKSHARE type Barco
 - Système audio via :
 - o Micro incorporés au faux plafond
 - o Enceinte incorporés au faux plafond
 - **SdR1 :**
 - Un écran à enroulement motorisé existant sera mise en place (au lot 07 élec)
 - Un vidéoprojecteur existant sera mis en place sur support en plafond (au lot 07 élec)
 - Fourniture d'un système de connexion au vidéoprojecteur pour projection documents via un système CLICKSHARE type Barco
 - Système audio via :
 - o Micro incorporés au faux plafond
 - o Enceinte incorporés au faux plafond

La prestation doit prévoir l'ensemble des matériels, câblages et installations nécessaires pour permettre le fonctionnement de l'ensemble de la prestation.

Le matériel proposé devra être compatible avec le matériel informatique du Maître d'Ouvrage.

Le matériel devra respecter l'ensemble des règles SI imposées par le régime de l'Assurance Maladie dont le Maître d'Ouvrage fait partie.

Localisation : Zone SdR Modulable (SdR1 & SdR2) au RdC

Quantité : 1ens